

# INNOVATIONS EN MATIÈRE DE DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES AU MALAWI



## PRINCIPE DIRECTEUR 10 : PRISE DE DÉCISION FONDÉE SUR DES PREUVES

La planification et la gestion des infrastructures tout au long de leur cycle de vie devraient s'appuyer sur des indicateurs clés de performance qui devraient favoriser la collecte de données, y compris de données ventilées par groupes de parties prenantes. Un suivi régulier des performances et des impacts des infrastructures est nécessaire pour générer des données, qui devraient être mises à la disposition de toutes les parties prenantes.



© hecke61 / Shutterstock.com

## CONTEXTE

Le Malawi a donné la priorité au développement des infrastructures en tant que composante clé de la « Stratégie de croissance et de développement du Malawi » (Gouvernement du Malawi, 2017a). Cependant, la qualité apparente des infrastructures reste faible, tout comme les mesures d'accès et de prestation de services dans les secteurs de l'éducation, de l'électricité et des routes en particulier (FMI, 2018, p. 17). En outre, le pays a été confronté à des problèmes concernant la transparence des données et a été mal classé dans l'indice de perception de la corruption de Transparency International, à savoir 123e sur 180 pays (Transparency International, 2019). Cela s'étend à la planification et à la gestion des infrastructures, où la responsabilité et la disponibilité des données relatives aux plans et projets d'infrastructure majeurs ont toujours été limitées. Jusqu'à récemment, les entités adjudicatrices ne respectaient pas les exigences légales en matière de divulgation d'informations au public, et les données étaient auparavant divulguées via des systèmes

sur papier plutôt que des systèmes électroniques centralisés de stockage des données, ce qui peut considérablement entraver l'accès des citoyens à ces données (Initiative pour la transparence des infrastructures, 2018).

Plus de 80 % de la population du Malawi vit dans des zones rurales (Banque mondiale, 2019), ce qui rend une diffusion efficace des informations particulièrement importante pour s'assurer que les communautés ne sont pas déconnectées de la prise de décision, du développement des infrastructures et des opportunités économiques. Au cours des dix dernières années, le Malawi a fait des progrès remarquables en ce qui concerne les données relatives aux infrastructures. Grâce à son adhésion à l'Initiative pour la transparence des infrastructures, elle a mis en place un portail d'information en ligne, un groupe multipartite et plusieurs autres innovations, qui contribuent tous à garantir que la disponibilité et l'examen des données relatives au cycle de vie des infrastructures.



© asharkyu / Shutterstock.com

### AMÉLIORATION DE LA COLLECTE ET DE LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES

Depuis 2019, le Malawi a mis en place des outils clés afin de promouvoir la divulgation des données sur les infrastructures et la responsabilité. Parmi celles-ci, citons la « plate-forme d'information sur les infrastructures publiques », une plate-forme de divulgation en ligne qui a pour ambition de faciliter l'accès des citoyens aux données relatives aux infrastructures. La plateforme, bien qu'encore en cours d'amélioration, fournit un système de stockage centralisé et numérisé pour les entités adjudicatrices, ce qui facilite la recherche et l'accès aux données sur les infrastructures au public. Elle commence à publier des données relatives aux étapes clés du cycle de vie des infrastructures par région et par sous-secteur d'infrastructure. Le Gouvernement a également eu recours à l'Initiative pour la transparence des infrastructures pour former les responsables des entités adjudicatrices à l'utilisation de la plateforme et pour leur faire comprendre le régime juridique du Malawi en matière de divulgation, qui oblige les entités à divulguer les données conformément à la norme de données d'infrastructure de l'initiative.

Outre le lancement de la plateforme d'information sur les infrastructures publiques, le Malawi a également utilisé des stations de radio influentes pour atteindre les citoyens et les sensibiliser à la plateforme en ligne. Des jingles radio - un outil de communication populaire au Malawi - ont été diffusés pour encourager le public à visiter la nouvelle plateforme et à accéder aux données. De même, depuis 2010, des « rapports d'assurance » réguliers ont été publiés, lesquels ont validé et interprété les données divulguées sur plus de 90 projets d'infrastructure afin d'aider à mettre en évidence les domaines de bonnes pratiques et les principales préoccupations concernant ces projets (Initiative pour la transparence des infrastructures,

2018, p. 2). Les données couvrent des secteurs clés tels que l'éducation, l'électricité, les routes, l'eau, la santé et le logement. Les rapports comparent également les performances des différentes entités adjudicatrices. Combinées à la plateforme d'information sur les infrastructures publiques, ces mesures donneront aux citoyens une meilleure indication de la manière dont leurs impôts sont dépensés pour les infrastructures (Initiative pour la transparence des infrastructures, 2018, p. 2).

### RESPONSABILITÉ ACCRUE

L'utilisation améliorée des données est renforcée par un groupe multipartite composé de représentants du Gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Comme tous les membres de l'Initiative pour la transparence des infrastructures, le groupe joue un rôle important dans la diffusion des principaux problèmes relevés dans les rapports d'assurance. Jusqu'à présent, il a usé de son influence pour améliorer la qualité des projets d'infrastructure individuels, ainsi que pour stimuler l'action sur des réformes plus larges. Par exemple, le groupe multipartite a joué un rôle déterminant dans l'adoption par le Parlement du Malawi d'une loi révisée sur les marchés publics et la cession des biens publics qui oblige légalement les entités adjudicatrices à divulguer les données relatives aux infrastructures (Gouvernement du Malawi, 2017b).

En faisant office de mécanisme supplémentaire pour améliorer la responsabilité et le contrôle de la fourniture des infrastructures, la radio a permis de sensibiliser les citoyens à leur droit de s'engager auprès des parties prenantes concernées. Cette prise de conscience était particulièrement importante à l'approche des élections de 2020 au Malawi. La diffusion accrue d'informations et l'engagement plus marqué des citoyens au Malawi avant les élections ont fait de la responsabilité une priorité de l'agenda politique, les principaux partis politiques ayant inclus la responsabilité des infrastructures dans leurs manifestes. On peut le constater dans les manifestes du Parti du Congrès du Malawi (2019) et du Mouvement pour la transformation unie (2019).

Ces structures et mécanismes contribuent à une conception systémique des infrastructures, en mettant l'accent sur l'importance des connaissances et des institutions pour une meilleure fourniture des infrastructures. Cependant, il n'existe actuellement que peu de données environnementales relatives aux infrastructures et à leurs impacts au Malawi, qui joueraient un rôle important dans la réalisation de l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et de l'ODD 15 (Vie terrestre).

## **PARTAGE D'INFORMATIONS PAR LE BIAIS D'ÉVÉNEMENTS COMMUNAUTAIRES ET VIRTUELS**

Avant et pendant la pandémie de COVID-19, le Malawi a élaboré des moyens innovants pour renforcer la participation du public et fournir des données aux parties prenantes par le biais d'événements communautaires et virtuels. Par exemple, lors des événements organisés à Nsanje, Mzimba et Karonga, les autorités du conseil du district ont présenté les grandes lignes du programme de développement des infrastructures locales, en partageant des informations sur les projets d'infrastructures en cours de construction à proximité des communautés, et en offrant aux résidents la possibilité de faire part de leurs préoccupations. Ces événements avaient pour but d'améliorer la participation des femmes et des jeunes en les rendant accessibles - par exemple en situant les événements à proximité des zones résidentielles. La participation des femmes fait également l'objet d'un suivi, et la formation ciblée des médias s'est concentrée sur l'augmentation de la participation des femmes journalistes.

L'événement à Nsanje s'est focalisé sur la construction prévue de digues pour se protéger des inondations pérennes. Les autorités ont décrit les impacts de la construction, y compris la reforestation et la possibilité de déplacer certaines communautés vers des zones plus élevées. Les communautés ont fait part de leur inquiétude quant au manque d'informations sur ces plans et à leur exclusion lors de la planification initiale. Lors de cet événement, les autorités se sont engagées à apporter des améliorations pour résoudre ces problèmes et renforcer la participation du public.

De même, lors d'un événement à Mzimba, les communautés se sont interrogées sur le retard pris dans l'achèvement d'un centre communautaire et ont à nouveau souligné le manque de données et d'implication dans le projet. Les autorités ont indiqué que le retard était dû à un retard de paiement de la part du Gouvernement, qui avait empêché le contractant principal de faire avancer le projet. Les communautés ont exhorté les représentants du Gouvernement à veiller à ce que les projets ne commencent que lorsque le financement est disponible, afin d'éviter les retards dans la mise en œuvre, et ont souligné la nécessité de tenir les bénéficiaires au courant de ces questions.

À Karonga, une réunion a été organisée avec les communautés sur l'entretien d'une route clé menant à la frontière avec la Tanzanie. Les communautés ont notamment mis en doute la qualité de la route, qui avait commencé à se fissurer avant même d'avoir été officiellement inaugurée par l'entrepreneur. Les communautés ont insisté pour que la sélection des contractants soit effectuée de manière transparente et que les agences responsables garantissent un suivi et une supervision sérieux.

Alors que le COVID-19 a entravé les efforts pour organiser des événements physiques, l'Initiative pour la transparence des infrastructures au Malawi a utilisé son expérience positive de la radio et d'autres moyens en ligne pour permettre aux communautés d'accéder aux données et d'interagir avec les décideurs. Elle a fait valoir l'importance de la disponibilité des données relatives aux infrastructures pour créer un environnement commercial plus équitable, en utilisant pour ce faire la voix du représentant du secteur privé dans son groupe multipartite, notamment par le biais d'interviews dans les médias.



© David JC / shutterstock.com

## REPRODUCTIBILITÉ

Dans des circonstances difficiles, le Malawi a pris des mesures importantes pour rendre les informations relatives aux infrastructures accessibles au public. Toutefois, il reste nécessaire d'améliorer la capacité à collecter, analyser et partager les données relatives à des questions spécifiques de durabilité environnementale et sociale. Pour y remédier, l'Initiative pour la transparence des infrastructures travaille avec son partenaire, le Partenariat pour un marché ouvert, afin d'étudier comment leur norme commune, à savoir le contrat ouvert pour la norme de données d'infrastructure, peut être interconnectée avec des ensembles de données environnementales (Open Contracting Partnership, 2020). Cette norme reconnue au niveau international rassemble les normes existantes du Partenariat pour un marché ouvert et de l'Initiative pour la transparence des infrastructures afin de garantir une divulgation solide des données tout au long du cycle du projet et de rendre les données disponibles en temps réel.

La plateforme d'information sur les infrastructures publiques du Malawi s'est inspirée de l'expérience du Honduras, où un portail de données en ligne a été mis en place avant de recevoir des prix. Les plateformes de données centralisées en ligne peuvent être reproduites dans différents pays, pour autant que l'infrastructure numérique soit en place et que les utilisateurs des plateformes disposent de bonnes capacités. Compte tenu des sommes colossales dépensées dans le cadre des plans de relance économique relatifs à la pandémie de COVID-19, des données complètes et disponibles à grande échelle seront essentielles en vue de renforcer la responsabilité et d'assurer une meilleure rentabilité des investissements dans les infrastructures, et de permettre aux citoyens de mieux comprendre les performances et les impacts de leurs infrastructures.

## INFORMATIONS CLÉS

- > La plateforme d'information sur les infrastructures publiques du Malawi - un portail centralisé de divulgation des données - rapprochera les parties prenantes des données sur les performances et l'impact et renforcera la responsabilité publique.
- > Le partenariat entre les représentants du Gouvernement, du secteur privé et de la société civile a été déterminant : utilisation des données relatives aux infrastructures pour améliorer les projets individuels, adoption de réformes et mise en place de mandats de divulgation pour les entrepreneurs d'infrastructures.
- > Une communication innovante, souple et axée sur la communauté a permis de mettre en relation le public et les décideurs.

## RÉFÉRENCES

Gouvernement du Malawi (2017a). *The Malawi Growth and Development Strategy (MGDS) III (2017-2022): building a productive, competitive and resilient nation*. [https://www.undp.org/content/dam/malawi/docs/UNDP\\_Malawi\\_MGDS\)%20III.pdf](https://www.undp.org/content/dam/malawi/docs/UNDP_Malawi_MGDS)%20III.pdf).

Gouvernement du Malawi (2017b). *Public Procurement and Disposal of Assets Act*. [https://www.ppda.mw/wp-content/uploads/2019/11/public\\_procurement\\_and\\_asset\\_disposal\\_act.pdf](https://www.ppda.mw/wp-content/uploads/2019/11/public_procurement_and_asset_disposal_act.pdf).

Initiative pour la transparence des infrastructures (2018). *Malawi case study – Engaging citizens to enhance transparency and accountability in public infrastructure*. [http://infrastructuretransparency.org/wp-content/uploads/2018/06/3212\\_Malawi-case-study.pdf](http://infrastructuretransparency.org/wp-content/uploads/2018/06/3212_Malawi-case-study.pdf).

Fonds monétaire international (2018). *Malawi: public investment management assessment*. Washington DC. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/08/22/Malawi-Technical-Assistance-Report-Public-Investment-Management-Assessment-PIMA-46184>.

Partenariat pour un marché ouvert (2020). *Open Contracting for Infrastructure Data Standards Toolkit*. <https://standard.open-contracting.org/infrastructure/latest/en/>. Consulté le 20 octobre 2020.

Transparency International. (2019). *Corruption Perceptions Index*. <https://www.transparency.org/en/cpi/2019/results/table>. Consulté le 23 octobre 2020.

Organisation des Nations Unies (2020). *Objectifs de développement durable*. <https://sdgs.un.org/fr/goals>. Consulté le 20 septembre 2020.

Banque mondiale (2019). *Population rurale (% de la population totale) - Malawi*. <https://data.worldbank.org/indicator/SP.RUR.TOTL.ZS?locations=MW>. Consulté le 25 octobre 2020.